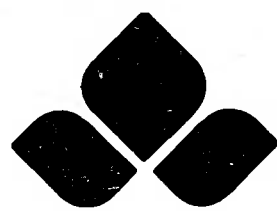


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



question à la gauche



M 2242 - 381 - 6 F DU 28 AVRIL AU 11 MAI 1983 - 13ème année - N° 381 - 6 F

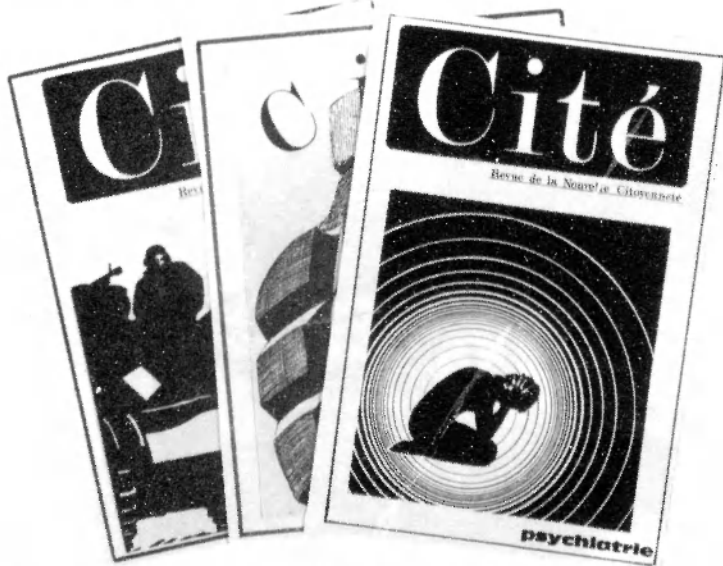
Abonnez vous à Cité

Lancée en octobre 1982, la revue de réflexion de la NAR, «CITÉ» a publié à ce jour 3 numéros. Les sujets les plus divers sont abordés, comme en témoigne ci-dessus le sommaire du dernier numéro. Sont en préparation un numéro spécial sur la pensée de René Girard, un numéro sur le «Progress»... Mais «CITÉ» se veut aussi une revue littéraire publiant études et inédits (carnets de voyages, récits, etc.) des collaborateurs de «Royaliste», une revue complète abordant tous les sujets et tous les genres. L'intérêt pour notre courant de pensée de posséder un tel moyen de rayonnement culturel est évident pour tous. Seuls le manque de moyens matériels nous avait fait abandonner ou retarder nos projets dans ce domaine. Aujourd'hui notre revue existe. Reste à la développer, à assurer une vaste diffusion, pour qu'elle prenne sa place parmi les autres revues. Pour cela nous avons besoin de vous. Faites abonner votre bibliothèque municipale ou d'entreprise, aidez-nous à trouver de la publicité, etc., toute forme d'aide sera bienvenue. Mais dans un premier temps, ABONNEZ-VOUS.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 3 (72 pages : 15 F)

Editorial (Ph. Cailleux) / Etudes :
— La psychiatrie en question (Julien Betbèze) — Histoire d'un cheval bleu — Les hommes du pouvoir socialiste (E. Mousset) — Libéralisme à l'américaine (Alain Solari) / Entretiens : — Quelle politique industrielle ? (entretien

avec J.M. Quatrepoint) — Défense : nouvelles données (entretien avec le général Gallois) / Chroniques : Histoire de cavaliers, à propos de Hugo von Hofmannsthal (Ph. Barthelet) — «Finnegans wake» de James Joyce (Ghislain Sartoris).



BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE A RETOURNER A
«CITÉ», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

C.C.P. 23 982 63 Centre Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

souscrit un abonnement (normal : 60 F) - (soutien : 100 F) - (fondateur : 500 F) pour 5 numéros et verse la somme correspondante à l'ordre «Cité». CCP 23 982 63 Paris.

commande le(s) numéro(s) suivant(s) (15 F chaque) et joint mon règlement.

d'outre manche

Notre correspondant de Londres (cf «Royaliste» 378) nous fait parvenir sa revue de la presse britannique du mois dernier.

D'un côté l'Histoire et de l'autre la presse. D'une multitude d'événements souvent rapportés pour faire de la copie, nous avons retenu ce mois-ci encore les faits de politique intérieure.

Le Budget tout d'abord, rendu public le 15 mars. Les réactions divergent, comme il se doit : pour le «Daily Telegraph» (éditorial du 16 mars) la note dominante en a été «l'esprit de suite, la continuité et la stabilité». «The Economist» se montre favorable dans l'ensemble ainsi que le «Spectator» (conservateur) qui souligne aussi dans son éditorial du 19 mars «l'esprit de suite» qu'il y constate. Peter Jenkins du «Guardian» (16 mars), en revanche, n'est pas tendre et souligne que le Chancelier de l'Echiquier accorde trop aux petites entreprises (small business) et qu'une nouvelle fois il a négligé l'industrie et l'infrastructure économique du pays. Ce budget, continue-t-il, «inefficace du point de vue économique» pourrait bien se révéler par contre une bonne entreprise électorale.

L'Alliance (SPD/Libéraux) a publié son projet «Back to work» fin février. On en a peu parlé dans les journaux. Le «Guardian» pour sa part (1er mars) qualifie ce projet de salmigondis de vieilles recettes par trop familières, malgré quelques propositions intéressantes. Le parti Travailleiste n'est pas resté à la traîne. Son pacte avec le Trade-Union Congress, «Partners in rebuilding Britain», rendu public le 23 mars, n'a guère suscité d'éloges dans la presse : «Un pacte peu convaincant» («Daily Telegraph», éditorial 24 mars), même son de cloche dans le «Financial Times» (24 mars) qui met en lumière la fragilité de cet accord dont le but est d'accorder un rôle plus grand aux syndicats à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'industrie et de l'économie; le patronat (CBI) n'a pas été consulté lors de la rédaction de ce document ce qui le dégage de toute future obligation à son égard, la gauche du Labour y est hostile ou potentiellement hostile, enfin il est douteux que



les leaders syndicaux veuillent ou puissent mettre un frein aux demandes salariales de leurs troupes dans l'éventualité d'un redressement économique. Le «Financial Times» relève en outre qu'en dépit de son isolationnisme croissant le parti travailliste a beaucoup été influencé par les méthodes françaises : accent mis sur la nécessité d'une gestion décentralisée, sur la priorité à accorder à certains secteurs de l'industrie, renforcement du contrôle des prix, horaires de travail moins longs... et la politique isolationniste et d'autarcie si chère à la gauche française (éditorial 24 mars). Le «Guardian» reproche à ce pacte son optimisme facile et tout comme le «Financial Times» doute de la volonté et des pouvoirs des syndicats à se montrer modérés dans leurs revendications salariales.

Le «Guardian» a publié (4 mars) de larges extraits du programme électoral du Labour sur les problèmes de défense et la stratégie nucléaire. Résumé ce programme donne ceci : oui à l'OTAN (mais le parti travailliste britannique essaiera de convaincre l'Alliance atlantique d'adopter une politique de défense

non nucléaire), non à la force de frappe nucléaire. Le 29 mars a été publié le Manifeste travailliste dans son entier, dont la presse se fit l'écho. Les points dominants de ce «Nouvel espoir pour la Grande Bretagne» : retrait de la communauté européenne, défense «dénucléarisée», abolition des pouvoirs législatifs de la Chambre des Lords, un programme d'expansion massive touchant les domaines de l'industrie, de la construction, les services sociaux et l'emploi. Reprenant les idées du pacte conclu avec le TUC, les travaillistes comptent remettre l'industrie sur pied en établissant un plan quinquennal dont le succès dépendra en partie du rôle des syndicats. Toutes ces mesures seraient financées non par une fiscalité accrue mais par un recours à l'épargne. La presse avait déjà commenté le pacte Labour/Tuc; le «Nouvel espoir» n'a donc pas provoqué de vives réactions.

Par contre le projet de loi; «Police and criminal evidence Bill» a donné lieu à des protestations importantes de la part de multiples groupements professionnels et d'associations civiles. Ce projet de loi qui vise à augmenter les pouvoirs de la police, fouille, détention de suspect, et en cas d'un «crime sérieux propre à entraîner l'arrestation» d'un suspect, le pouvoir, sur la simple obtention d'un mandat délivré par un «circuit judge», de perquisitionner chez les médecins, les prêtres, assistantes sociales... pour y saisir tout ce qui pourrait servir de preuves contre un suspect - a été rédigé par la Commission Royale chargée du contrôle des procédures criminelles, établie assez ironiquement après l'affaire Confait lors de laquelle trois personnes avaient été condamnées pour meurtre et incendie criminel sur la foi d'aveux sans valeur. Dans son éditorial du 17 mars le «Daily Telegraph» attire l'attention sur l'opposition du clergé : 56 évêques avaient signé une déclaration contre ce projet de loi. Le «Guardian» (éditorial 23 mars) relate que c'est grâce à l'insistance de l'Association des médecins (BMA) que le gouvernement consentirait à céder sur certains points; afin d'éviter une défaite humiliante à la Chambre des

Lords; la crainte cependant que les autres groupes de pression moins puissants ne soient sacrifiés, journalistes, «travailleurs sociaux», ... «The Economist» (26 mars) va plus loin et déplore l'absence d'un «Bill of Rights» - le SPD seul se propose de remédier à cet état de chose - ou d'un quelconque texte constitutionnel définissant les pouvoirs de l'administration et ceux des citoyens.

Joie chez les travaillistes après leur victoire lors de l'élection législative partielle de Darlington, déception et doute chez les partenaires de l'Alliance, sur lesquels ont titre plusieurs organes de presse (éditorial du «Daily Telegraph», 26 mars). Les conservateurs par contre, dont le candidat a devancé celui de l'Alliance, rassurés, se préparent à mettre fin aux liens trop étroits qui existent entre le parti travailliste et les syndicats - leur projet de loi rendrait volontaires les contributions financières faites par les syndiqués - pour le moment obligatoires - en 1981, le parti travailliste a reçu plus de 2 millions de livres de contributions syndicales alors que ses propres sections locales ne lui ont fourni que 561.000 livres («Sunday Times», 27 mars).

L'expulsion d'un réfugié roumain, Stancu Papusoiu, a valu au gouvernement de nombreuses critiques. M. Thatcher a défendu le Home Office («The Times», 25 mars : «Question Time in Parliament»). The «Economist» (éditorial, 26 mars) demande que soit exercé un contrôle plus strict sur les bureaucrates du service de l'immigration, alors que le «Spectator» (26 mars) pose la question suivante : «le service en roumain de la BBC doit-il informer ses auditeurs que les droits de l'homme et l'asile politique ne s'appliquent qu'aux dissidents s'exprimant avec facilité et ayant si possible une certaine réputation?», le candidat à la liberté en question ayant été décrit comme un paysan illettré par l'association des émigrés roumains en Grande-Bretagne.

Terminons sur une note sportive : Oxford a remporté la 129^e course d'aviron, sa 8^{ème} victoire consécutive, face à Cambridge, le 2 avril.

Daniel-E. SINGLETON

**aidez la NAR
en apportant votre
adhésion.**



« améliorations »

du service national

Le débat sur la modification du service national illustre la médiocrité et les contradictions des socialistes et des communistes sur cette question.

Les textes modifiant le code du service national ont été présentés au conseil des ministres du 6 avril. Le 8, la lettre quotidienne du PS (1) annonçait «du nouveau du côté du service» et détaillait les mesures favorisant les reports d'incorporation, les dispenses et les libérations anticipées. Le nouveau statut des objecteurs de conscience était mis en avant. La mesure «permettant à des jeunes appelés de prolonger volontairement leur service de 4 à 24 mois» avait droit à une place plus modeste. Elle était tout d'abord justifiée par le fait que «le service doit contribuer à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes». C'est là une vieille revendication des défenseurs acharnés de la conscription pour qui le service doit «former la jeunesse». Nous avons toujours répondu que c'était faire une confusion des genres. Le but d'une politique de défense est de défendre le pays, cela s'oublie un peu trop. (2)

Mais en proposant cette prolongation du service pour des volontaires, M. Hernu a un autre projet en tête : 1/ il s'agirait de «faire en sorte qu'il n'y ait pas d'arme considérée comme trop «sophistiquée technologiquement» et réservée aux seuls militaires de carrière.» (1) - 2/ «cette mesure doit aussi créer les conditions d'une réduction pour d'autres appelés de la durée du service à 6 mois...» (1). Il s'agirait d'une sorte de test : «avant d'étudier les propositions de diminution, nous avons institué un volontariat de quatre à vingt-quatre mois au-delà du service», a dit le ministre, souhaitant que 10.000 à 20.000 jeunes répondent à cet appel. (3) M. Estier, porte parole du groupe socialiste à l'Assemblée, a critiqué cette lenteur à ramener le service à 6 mois. Il souhaite que l'on passe très rapidement au moins à 9 mois : point de vue purement électoral ! Mais l'ensemble de ces éléments fait craindre à «L'Humanité» (4) «un affaiblissement durable de la composante populaire de la défense française».

«Le Matin» (5) ne se prive donc

pas de titrer, avec un malin plaisir : «Le P.C. contre la réduction du service national» ! On imagine en effet sans peine les difficultés auxquelles vont s'affronter les militants communistes dans les lycées et les universités avec une pareille prise de position. Le «programme commun» est décidément bien oublié.

Mais au moins l'inquiétude des communistes est-elle vraiment justifiée ? On peut - malheureusement ! - en douter. Ce n'est pas en donnant une solde «une fois et demie supérieure à celle de leurs camarades pendant les six premiers mois, deux fois et demie supérieure ensuite» (4) que l'on aura les spécialistes, les techniciens, les scientifiques dont une défense nationale efficace aurait besoin. Le PC dresse lui-même l'épouvantail dont il fait mine de s'effrayer,



tandis que le gouvernement socialiste se dépêche assez mal de ses promesses démagogiques (le service à 6 mois), de son idéologie vieillote (l'armée populaire à la Jaurès) et de ses soucis à court terme (réduire les chiffres du chômage). Cela dit, si une diminution du service pouvait être obtenue, presque par mégarde, peut-être faciliterait-elle une meilleure prise de conscience des besoins réels de la défense nationale. On peut toujours rêver.

F.A.

(1) «P.S.-Aujourd'hui», 8/4/83.

(2) Il est vrai que les Français ont quelques excuses à perdre de vue l'essentiel puisque les Britanniques eux-mêmes, qui ont une conception autrement plus réaliste de la chose militaire, viennent d'imposer à l'armée - contre le gré de ses chefs - de donner une formation professionnelle à 5000 jeunes par an.

(3) «Le Monde», 8/4/83.

(4) «L'Humanité», 13/4/83.

(5) «Le Matin», 14/4/83.

vers la sécession de la savoie ?

Le 8 avril le Conseil Général de Savoie (par 29 voix contre 16) et celui de Haute-Savoie (à l'unanimité) ont exhumé une disposition législative de 1971, laquelle autorise les départements à s'associer afin de résoudre des problèmes communs, pour créer une «entente régionale». Nul ne s'y trompera, il s'agit des prémisses d'une sécession : la Savoie souhaite quitter «Rhône-Alpes» et le dit haut et fort.

Avec quelques raisons d'ailleurs. Ce gigantesque et artificiel conglomérat que l'on a voulu constituer autour de Lyon n'a aucune unité géographique ou historique. Outre le Lyonnais proprement dit, on y retrouve l'Ain, le Dauphiné (moins les Hautes-Alpes rattachées, on ne sait pourquoi, à la Provence), le Vivarais (l'actuelle Ardèche)... et la Savoie. Cette province, qui n'est française que depuis 1860, a conservé une identité malgré le découpage en deux départements autour d'Annecy et de Chambéry et plus d'un siècle de centralisation républicaine. A l'écart du couloir rhodanien et du pôle de développement Lyon-Grenoble-St-Etienne, elle ne s'est jamais sentie à l'aise dans ce vaste ensemble : si l'on est bien savoyard, peut-on être rhodano-alpin ?

De plus, les tares de la centralisation n'ont pas été supprimées, mais simplement déplacées : l'ancien président du Conseil Général de Savoie, Louis Besson, dénonçait le 8 avril l'inaptitude foncière de Lyon, plus encore que de Paris, à prendre en compte les spécificités savoyardes. Cette «centralisation régionale», si l'on ose dire, profite à Lyon et n'a pas même freiné l'attraction qu'exerce une autre métropole : celle de Ge-

nève, où se rendent quotidiennement 24 000 frontaliers; ces migrations transforment de nombreuses communes du nord de la Savoie en villes dortoirs.

Il est donc temps que les Savoyards prennent leurs affaires en main. D'autant que leur province, si elle ne couvre que deux départements, est plus peuplée que le Limousin ou la Franche-Comté. Mais l'exemple ne risque-t-il pas d'être contagieux ? Si la sécession réussit en Savoie, c'est une grande partie du découpage régional (songeons aux «Pays de Loire» artificiellement groupés autour de Nantes la bretonne, ou à la région «Centre» où Tours et Bourges rivalisent avec Orléans...), voire départemental, qui peut être remise en cause.

Ce remue-ménage salvateur ne peut que nous réjouir. Il nous rappelle à point nommé que les régions ne sont pas affaire de découpages technocratiques autour de «métropoles d'équilibre»; il leur faut aussi une âme, que seule l'histoire et la culture peuvent donner et qui existe encore... parfois.

Au fait, si l'on consultait les principaux intéressés ? Révolutionnaire, non ?

Alain SOLARI



un pays oublié

Pour la première fois depuis 1940, quatre évêques lithuaniens ont été autorisés à faire leur visite «ad limina» au pape. Acte de bonne volonté des Soviétiques ou poudre jetée aux yeux au moment où la répression anticatholique se fait plus lourde que jamais dans les pays de l'Est ? Les commentateurs religieux s'interrogent. C'est en tout cas une occasion de reparler d'un petit pays des bords de la Baltique, qui, jadis libre, doit aujourd'hui porter le nom de «République Soviétique Socialiste de Lituanie».

1940 aura été une année noire pour les trois petits Etats indépendants et paisibles de la côte Est de la Baltique : la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie furent en effet, cette année là, annexés par l'URSS à la suite des accords germano-soviétiques.

Ces pays dans lesquels on ne comptait que quelques centaines de communistes devinrent donc soviétiques.

De 1940 à 1945, un tiers de la population lithuanienne «disparut». Les juifs, les catholiques et les nationalistes furent sans relâche poursuivis, arrêtés et massacrés. La barbarie soviétique montrait alors sa face hideuse, son seul véritable visage, son irrésistible parenté dans l'horreur avec le nazisme.

Des trois nations baltes (1) la lituanienne fut peut-être celle qui montra la résistance la plus ardente et la plus belle à l'occupant soviétique. Depuis 1952, le peuple catholique de Lituanie a renoncé

Seul peuple de l'URSS à comporter plus de 80% de catholiques, la nation lithuanienne essaye de montrer au monde libre les couleurs de sa lutte. Mais qui donc se rappelle son drapeau «or, vert, rouge» ?... Lithuaniens, Lettons et Estoniens attendent que l'Ouest veuille bien jeter un coup d'œil dans leur direction.

La France et la plupart des pays occidentaux n'ont pas reconnu l'annexion des pays baltes. Aussi l'Association «AUSRA France-Lituanie» et les Lithuaniens réfugiés en France voudraient que le gouvernement français signifie un peu plus souvent son désaccord sur la «question balte» à l'URSS. (2)

Espérons que les membres communistes du gouvernement français adopteront une attitude plus humaine que certains militants et dirigeants du PCF qui voient en la République soviétique socialiste de Lituanie un pays libre et autonome !



à la lutte armée pour organiser une résistance passive, un combat de tous les jours, celui des «samizdat» de l'Eglise des catacombes. Ici, comme en Pologne, la lutte nationale se confond avec la lutte pour la Foi, les seuls vrais arbres de la liberté sont les croix que les Lithuaniens plantent aux quatre coins du pays.

Aujourd'hui, 43 ans après le véritable ethnocide que subit la Lituanie, la même répression, la même haine communiste coule sur le pays des Grands Ducs. Bave sans nom, elle coule en effet, elle glisse sur ce peuple sans jamais l'imbiber, sans jamais arriver à noyer son inébranlable espérance.

La Lituanie, pays du grand poète de langue française O.V. de L. Milosz, espère beaucoup des catholiques français, mais aussi de tous ceux qui, au-delà de leurs convictions religieuses ou politiques, reconnaissent à tous les peuples le droit à la liberté.

Frédéric RODRIGUEZ

(1) Toutes trois de culture, de langue et d'ethnie non slave.

(2) Ce que fait depuis longtemps déjà le gouvernement des Etats-Unis. Le parlement européen a récemment étudié le problème des pays baltes.

Pour tous renseignements écrire à AUSRA France-Lituanie, B.P. 6, 31650 SAINT ORENS.

proche-orient : la paix meurtrie

Le Proche-Orient revient sur les devants de l'actualité, avec ses espoirs avortés, ses règlements de comptes sanguinaires, et ses attentats horribles comme celui qui a frappé, le 19 avril dernier, l'ambassade américaine à Beyrouth. Une fois de plus, en revenant notamment sur l'assassinat d'Issam Sartoui, les négociations palestino-jordanienues, les troubles en Palestine, nous voilà obligés de nous poser les deux seules questions qui vaillent : — Qui contrarie le processus de paix ? — Quelles conditions permettront de croire en ses promesses ?

Qu'importe le bras qui a frappé Issam Sartoui - basses œuvres d'Abou Nidal, du Mossad, K.G.B. ou C.I.A. - un homme de paix est mort, voilà l'essentiel. Son nom rejoindra la longue liste des martyrs dont le combat pour la cause palestinienne se confondait avec l'impératif de la paix, le souci démocratique, le respect de l'autre, Israël en premier. A ce point que cet ambassadeur itinérant de Yasser Arafat n'a cessé de s'ouvrir aux dirigeants israéliens, de négocier avec les Juifs qui acceptaient sa main tendue. Avec le chef de l'O.L.P., ces rencontres conduisaient fort loin, jusqu'à la promesse d'une proche reconnaissance mutuelle. Le général israélien Matti Pelled, animateur du mouvement «La Paix Maintenant» mesure les terribles retombées du meurtre : «sa mort est un coup très dur pour les partisans de la paix». Parmi lesquels Arafat, plus frappé que quiconque, parce qu'il est à prévoir que les adversaires au sein de l'O.L.P. de sa politique d'offensive diplomatique exploiteront le sang versé, dont ils sont peut-être les commanditaires, pour faire triompher leur logique de mort parmi les membres de l'exécutif palestinien.

L'urgence s'impose à nouveau de légitimer l'O.L.P. comme représentante du peuple palestinien et d'appuyer ainsi les militants du dialogue et de la réconciliation contre les adeptes du totalitarisme et de la haine, avant que les premiers, tel Sartoui, ne tombent sous les coups des seconds et que n'en pâtisse à jamais l'ensemble du Proche-Orient. La simple justice et la sagesse diplomatique conduiront progressivement à l'imminence de cette légitimation. N'est-ce pas l'opinion implicite du gouvernement français, lorsqu'il autorise ses émissaires à rencontrer Abou Lyad, numéro 2 de l'O.L.P., pour déclarer ensemble la guerre au terrorisme international ?

La reconnaissance du Parle-

ment palestinien et de son bureau exécutif ne résoudra pas de facto les violences de la région; elle n'est qu'une étape obligée vers la paix. L'autre condition concerne Israël, clé du conflit et de son règlement. Rien n'évoluera tant que l'actuel gouvernement de ce pays persévéra dans ses positions extrémistes, sourd à toute compassion, fermé aux appels de Ronald Reagan, d'Hussein de Jordanie ou de l'O.N.U.

Les négociations palestino-jordanienues n'ont pas terminé à proprement parler sur un «échec»; il eût fallu pour justifier ce vocable que le plan Reagan sur lequel elles s'articulaient offre quelque chance de réussite. Ce dernier en était singulièrement privé, par défaut de lucidité et de réalisme. Les parties en présence, animées par des objectifs différents, ont modestement tenté d'en tirer quelques profits. A la sortie du sommet arabe de Fez, en octobre 82, l'O.L.P. s'est convertie à l'action politique, multipliant en de nombreuses directions les démarches diplomatiques. Le bâton de pèlerin d'Arafat ne pouvait ignorer Amman. Le plan Reagan prévoit la constitution d'une délégation jordano-palestinienne discutant avec Israël la perspective d'une confédération qui unirait la Cisjordanie au royaume hachémite, les deux régions n'en composant qu'une avant l'invasion de 1967. Yasser Arafat ne pouvait, en habile politique, refuser la place offerte par le roi Hussein à la table de négociations, d'autant que la Jordanie compte 67% de Palestiniens et qu'une délégation comportant Jordaniens et Palestiniens permettrait d'imposer indirectement l'O.L.P. dans les relations diplomatiques. Le «petit roi» refusant de mentionner ce sigle et se présentant comme le seul mandataire du peuple palestinien, les Etats-Unis demeurant inaptes à infléchir la politique israélienne, Arafat n'avait aucune raison de tarder dans cette



galère, qui le desservait. Mais un tel aboutissement s'inscrivait dans la logique du plan Reagan, puisque ce dernier dénie aux Palestiniens le droit à un Etat légitime et une patrie indépendante. Quant à Hussein de Jordanie, la crainte de répercussions graves, que pourrait occasionner la colonisation accrue de la Cisjordanie sur la paix intérieure du royaume, a incliné le souverain à adopter favorablement le plan américain.

UNE SITUATION INSUPPORTABLE

Les négociations palestino-jordanienues, momentanément interrompues, ne résoudront en aucune façon les déchirements de la région. L'issue du conflit demeure à Jérusalem, où un gouvernement contesté par une partie de son peuple balaie impunément toute offre de négociation, toute perspective de paix. Le goulot d'étranglement qui gèle la situation proche-orientale, la perpétue tristement dans son état de pourrissement et ses menaces de guerre, se situe dans l'intransigeance du pouvoir israélien, préférant la confrontation à la négociation, persistant ces dernières semaines encore à implanter de nouveaux colons en territoires occupés. Comment ne pas voir que cette politique répressive sera désastreuse à terme, comment ne pas pressentir que la coopération harmonieuse entre les deux communautés pour les temps à venir relève de la chimère ? Le 30 mars, «Journée de la terre» en Cisjordanie et Galilée, la population pa-

lestinienne a manifesté massivement son hostilité à l'occupant israélien : incidents violents, couvre-feu, arrestations, un mort. Une tension portée à son paroxysme, mais qui n'en existe pas moins de façon endémique et latente.

Situation insupportable, que ne pourra qu'aggraver la force brutale. L'hospitalisation de 400 jeunes Palestiniennes, victimes d'un empoisonnement ou d'hystérie collective, donne idée de la situation. Car si l'on choisit la seconde hypothèse, bien que le «Jerusalem Post» opte pour la première en accablant les extrémistes israéliens, nous restons confondus devant la formidable passion psychologique qui a pu favoriser un tel phénomène, l'hystérie collective ne pouvant être par définition la résultante d'une manipulation volontaire.

En ce mois d'avril où l'on commémore le 40ème anniversaire du soulèvement ghetto de Varsovie, rappelons-nous que le peuple juif puise son héroïsme et sa grandeur à d'autres sources que celles, taries, dont s'inspire l'équipe de Menahem Begin. Souvenons-nous aussi qu'Abou Nidal et consorts, s'ils se réclament de la Palestine, ont été désavoués par Yasser Arafat et ses compagnons, qu'Issam Sartoui se voit remplacé, signe politique manifeste, par le juif modéré Ilan Halévy. L'histoire récente nous montre que les fins lettrés, sensibles au dialogue, peuvent et doivent l'emporter sur les brutes épaisses avides de violence. Le reste est vain et dérisoire.

Emmanuel MOUSSET

avons-nou

rappels chronologiques

Laissons là les sentiments que ... les impressions plus ou moins confuses de... et réaffirmons nos positions qui n'ont pas varié pour l'essentiel, avec le souci de respecter la chronologie et de rappeler nos positions depuis le 10 mai 1981, au risque de charger le texte de références et de renvoyer le lecteur à la collection du journal depuis cette date.

Puisque les critiques portent principalement sur deux thèmes, la politique économique et l'attitude vis-à-vis du parti socialiste, reprenons ces deux questions.

QUELLE POLITIQUE ECONOMIQUE ?

Dès l'arrivée d'un pouvoir socialiste nous avons posé les conditions d'une reprise de l'économie française. Dans un éditorial intitulé «les ambiguïtés de la politique socialiste», B. Renouvin écrivait : «Une politique de relance n'aura d'effets bénéfiques sur l'activité et l'emploi que dans le cadre d'une économie protégée des ravages commis par une concurrence extérieure sauvage... il est certain que, dans cette protection, l'augmentation de la demande favorisera les produits importés qui dominent de plus en plus notre marché intérieur» (1). Nous insistions sur la nécessité d'accompagner ces mesures d'une nouvelle politique industrielle avec comme volet la politique des nationalisations. Ces impérieuses nécessités, nous les avons rappelées de multiples fois. (2) Nous avons de plus insisté, dès le mois de mai 1981, sur la nécessité d'une dévaluation franche pour donner un coup de fouet à l'économie nationale. N'ayant pas eu le courage de prendre ces mesures, les gouvernements socialistes ont dévalué deux fois par le passé sous la pression des événements, sans réellement utiliser cette mesure.

Nous avons déploré le manque de cohérence et les attermoissements

de la politique économique, donnant l'impression que les mesures prises l'étaient parfois dans la plus grande confusion. Citons pour exemple l'annonce puis le démenti de la baisse du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne.

Les décisions prises ont une nouvelle fois manqué de rapidité et de clarté, pire, faute d'avoir su prendre les mesures d'accompagnement nécessaires à la politique de relance, le plan de rigueur récemment adopté tourne le dos aux solutions que nous proposons. Il y a changement, c'est certain, mais il ne faut pas le chercher dans nos propositions. Par solidarité européenne, par contamination libérale ou par manque de courage, peu importe, ce qui est certain, c'est que le gouvernement socialiste change, lui !

LE PARTI SOCIALISTE

Et le Parti Socialiste ? Serions-nous coupables d'une trop grande indulgence à son égard ou bien encore trop sévères ? Qu'en juge ! Au lendemain de la formation du premier gouvernement Mauroy, Bertrand Renouvin écrivait l'essentiel dans son éditorial (3) : «Une chose est d'approuver le projet de justice, de liberté et d'unité du nouveau président, autre chose est de se rallier au Parti Socialiste. Nous ne pouvons le faire parce que nous n'avons pas cessé de dire que la politique partisane, à gauche comme à droite, menaçait l'indépendance de l'Etat, parce que nous n'avons cessé de démontrer que tout parti recèle une volonté de puissance qui le pousse à confisquer le pouvoir - donc à empêcher l'arbitrage - et à monopoliser l'expression populaire. Et ce n'est pas le gouvernement Mauroy qui peut dissiper notre crainte... dans l'ensemble, il y a une confusion néfaste entre la direction du Parti Socialiste - toutes tendances représentées - et la conduite des affaires de la France... la question de la volonté hé-

Certaines lettres du courrier des lecteurs, des réactions provenant d'amis nous interpellent. Nous aurions changé d'attitude.

La Nouvelle Action Royaliste qui avait manifesté jusque-là un esprit critique aurait perdu son indépendance et son identité en se compromettant par son soutien à l'action du président de la République et son soutien à la majorité présidentielle. D'autres vont plus loin, nous nous serions «vendus», il nous resterait maintenant à faire figure de dupes. Le gouvernement Mauroy 3 est maintenant formé, ses premières mesures sont connues qui appellent notre réprobation et d'autres voix s'élèvent déjà :

gémonique du Parti Socialiste reste posée.»

L'immense succès du Parti Socialiste aux élections législatives de juin 1981 nous amenait à rappeler nos craintes (4). Il y avait un risque de voir un «Etat-P.S. succéder à l'Etat Giscard». (5) Et de rappeler la triste expérience imposée au général de Gaulle des dangers d'un parti majoritaire. «Il faut souhaiter que François Mitterrand ne la renouvelle pas.» (6)

Les élections cantonales de mars 1982 furent marquées par l'échec de la gauche. Nous rappelions alors que le sentiment de posséder la vérité engendrait suffisance, intolérance et sectarisme. Mais il y avait plus grave encore pour le P.S. : «Il ne s'aperçoit pas qu'il doit sa victoire à des électeurs qui n'ont pas la carte du P.S. et qui, parfois n'appartiennent même pas à la tradition de gauche. Lassés d'être méprisés ou niés, ceux-là seront tentés de reprendre leurs distances.» (7)

L'affaire de Paris et du statut des grandes villes, qui annonçait les élections municipales prenait l'aspect d'une magouille qui nous semblait prendre «l'allure d'une machine de guerre dérisoire car elle n'est pas de nature à empêcher la réélection des majorités municipales de Paris et de Lyon» (8) A cela venait bientôt s'ajouter l'amendement de Pierre Joxe à la loi Courrière d'une incroyable mesquinerie qui démontrait «une fois encore le sectarisme d'un parti qui, depuis dix-huit mois, pêche chaque jour par manque de grandeur et qui paiera un jour ou l'autre son étroitesse d'esprit.» (9)

Le résultat des élections municipales ne nous donna pas tort. Allait-il être salubre ? Allions-nous

assister à l'ouverture de la majorité, à la fin des attitudes partisans ? La réponse nous fut donnée par le troisième gouvernement Mauroy, gouvernement de gauche exclusivement de par le départ et le non remplacement du seul homme qui ne se situa pas à gauche : Michel Jobert.

Ce rappel de nos positions devrait faire réfléchir ceux qui nous accusent d'une trop grande indulgence à l'égard du parti socialiste. Nous soutenons la majorité pré-

s changé ?

«Alors, ça y est, vous passez dans l'opposition ?» Nous choisirions un moment difficile pour critiquer un gouvernement que la situation internationale contraint durement. Nous nous rapprocherions des critiques de la droite. Comme si, depuis trois ans, nous n'avions pas assorti notre soutien d'une critique permanente des méthodes de la gauche.

Décidément l'indépendance d'idée et d'action prend vite figure pour certains de compromission... Nous ne pouvons laisser dire n'importe quoi.

Ph. C.

sidentielle c'est vrai, et nous avons à maintes reprises rappelé nos raisons, mais cela n'exclut nullement la liberté de parole et nous l'avons montré chaque fois qu'un principe essentiel était remis en cause. Quant à ceux qui

nous trouvent trop sévères, qu'ils conviennent que la gauche n'est pas majoritaire dans le pays. Ce point acquis, il paraît évident que toute manifestation sectaire, tout refus d'ouverture est une grave faute. L'état de grâce, c'est fini ! L'union de la gauche n'est pas la majorité présidentielle. Se limiter à la première risque bien de rendre le second terme impropre.

Philippe CAILLEUX

- (1) «Royaliste» 340
- (2) Voir notamment «Royaliste» 343, 347, 348, 361, 371.
- (3) «Royaliste» 339.
- (4) «Royaliste» 342.
- (5) «Royaliste» 343.
- (6) «Royaliste» 346.
- (7) «Royaliste» 356.
- (8) «Royaliste» 368.



soutien critique

Aucun pacte ne nous lie au Parti socialiste : nous avons simplement affirmé notre soutien au projet présidentiel, pour la seule et unique raison qu'il rejoignait le nôtre sur des points importants.

Et maintenant qu'il s'en écarte ? Et bien, nous le disons. Plus que jamais, la critique l'emporte sur le soutien et nous prenons encore plus de distance. Mais pas au point de nous confondre avec une opposition qui a fait la pire des politiques lorsqu'elle était au pouvoir et qui, en trois ans, n'a rien proposé qui puisse entraîner notre conviction. La Nouvelle Action Royaliste n'a jamais été de droite : elle reste étrangère à ce camp. Elle n'a jamais été de gauche non plus. Donc elle continue de dire ce qu'elle disait avant, et tout aussi librement.

Mais alors, nous soutiendrions un Président qui a choisi un gouvernement et une politique que nous contestons ? Quelle contra-

nement peut évidemment s'obstiner dans son libéralisme. Mais une autre politique est possible. Elle n'est pas envisagée par la droite libérale ou autoritaire mais dans les rangs socialistes. C'est un fait que les idées économiques que nous défendons depuis si longtemps ont fait, à gauche, beaucoup de chemin. Par exemple du côté du CERES (dont nous n'approuvons pas toutes les conceptions) mais qui, comme nous, constate le divorce entre la ligne Delors et le projet socialiste et qui, comme nous, milite pour la mise en œuvre d'un véritable projet industriel. Par exemple du côté du «courant Mitterrand» et du groupe parlementaire socialiste : ainsi, M. Christian Goux, député du Var et rapporteur de la Commission des Finances, exprimait, au cours de l'émission «R.T.L.-Le Monde» du 17 avril un point de vue très proche du nôtre sur la question de la protection de l'économie nationale.

Seul demeure le chef de l'Etat et le projet qu'il porte, rarement compris, donc peu soutenu.

Henri, comte de Paris

diction ! Pas du tout : c'est la nature du soutien qui change : hier positif (à cause des nationalisations, de l'esquisse de décentralisation, de l'attitude personnelle du chef de l'Etat) il est devenu négatif : c'est un soutien «faute de mieux», un soutien «pour éviter le pire».

Un soutien, aussi, qui s'accompagne d'un faible espoir : que la politique de Delors ne soit qu'un moment très bref, qu'un changement d'équipe intervienne rapidement, que la politique économique souhaitable soit enfin choisie et appliquée. Nous bercerions-nous d'illusions ? Serions-nous trop orgueilleux pour reconnaître nos erreurs ? Le gouver-

«Je ne vois pas, disait-il, pourquoi nous n'essaierions pas de limiter l'importation de certains produits de consommation qui sont également fabriqués dans notre pays.» Et M. Goux de suggérer une réduction de 10% de nos importations, un rééquilibrage de nos échanges avec l'Allemagne et une reconquête de notre marché intérieur.

L'alternative économique ne se situe donc pas du côté de l'opposition, mais dans la majorité présidentielle. Au Président de la République de saisir cette chance. La dernière, probablement.

Régine JUDICIS

la popularité du prince thibaut

Le mardi 12 avril, le prince Thibaut d'Orléans a été inhumé dans la crypte de la chapelle royale de Dreux. Plus d'un millier de personnes assistaient à ces obsèques.

La cérémonie chantée fut belle, la foule parfaitement recueillie. La Famille de France au grand complet y assistait. Le fils de Thibaut, Robert, six ans, très sage dans son costume blanc, était aux côtés de sa mère en grand deuil. Après l'absoute, le cercueil fut porté dans la crypte, devant les tombeaux que le comte de Paris a fait ériger pour lui-même et ses enfants. La foule suivit, en un immense défilé qui passa lentement devant les magnifiques gisants du mausolée royal. Peu avant de pouvoir se recueillir devant le cercueil de Thibaut, on se trouvait devant le tombeau de son fils, Louis-Philippe, mort à l'âge de deux ans, en 1980. De ce premier malheur devait découler pour le prince un désespoir et un comportement, peut-être «marginal» que la société s'est dépêchée de lui faire payer.

La cérémonie des serrements de mains fut impressionnante et on ne peut qu'admirer nos princes

qui eurent tous un sourire, un mot personnel, pour chacun d'entre nous, comme si nous étions des amis de toujours. Malgré la tristesse de la situation, les royalistes ne pouvaient s'empêcher d'être reconnaissants aux enfants du comte de Clermont, à la princesse Marie, à son frère le prince Jean qui incarne l'espoir et la jeunesse toujours renouvelée de notre projet, au prince Eudes, d'être si parfaitement naturels et séduisants.

UNE FOULE DE PLUS DE MILLE PERSONNES

Combien étions-nous ? Ayant compté 500 sièges, et comme le nombre des personnes restant debout était évidemment supérieur à celui de celles ayant pu trouver à s'asseoir, compte tenu encore des quelques retardataires qui, restés sur le parvis, durent se contenter, pendant toute la messe, des échos retransmis par des haut-parleurs extérieurs, on arrivait

facilement à évaluer le nombre des présents. Cela ne devait pas empêcher «Le Figaro» de prétendre que «seuls les membres et alliés de la famille et quelques personnalités assistaient à la cérémonie.» Le journaliste de «France-Soir» fut plus près de la vérité en affirmant, dans un article qui lui valut la plus grande partie de la «une» de son quotidien, avoir vu là «tout le gotha des cours européennes. Seule la monarchie britannique s'était abstenue d'envoyer un représentant...»

Les militants royalistes étaient nombreux mais la majorité du public était encore d'une autre provenance. Des gens venus de Dreux, mais aussi d'Eu, la ville de la comtesse de Paris, et de Paris ou d'Orléans, ou encore de Thoiry (où habitait Thibaut)... des familles ou des personnes seules. On se rendait compte soudain que le prince Thibaut - le soupçonnions-nous seulement ? - était un prince populaire. C'est le Père Pelayo, ami de Thibaut, qui devait nous l'apprendre dans son émou-

vante homélie : tous les jours précédents, des gens, souvent de condition modeste, étaient venus rendre un dernier hommage à la dépouille du jeune prince. Et à côté d'une gerbe au nom d'Alain Poher, de simples bouquets de roses, ou une gerbe modeste dont le ruban portait l'inscription : «Reconnaissance de l'Afrique et de tous ses enfants» ne montraient-ils pas, par leur spontanéité, voire leur naïveté, que Thibaut bénéficiait d'un courant de sympathie et de compréhension qui lui était personnel, au-delà de l'attachement à la Maison de France proprement dite ?

Le Père Pelayo indiqua, en des termes que l'on regrette de n'avoir pas mieux notés, la noblesse de cœur de Thibaut, qui était prince d'abord par sa générosité bouillonnante, par son courage dans l'épreuve, et surtout par sa totale absence de rancune pour ceux qui l'avaient fait souffrir. Là est sans doute le secret d'une telle popularité.

Frédéric AIMARD



Une partie de la famille de France : de g. à d. le duc d'Orléans, la princesse Marie, le comte d'Evreux, la comtesse de Paris, le comte de Paris, la comtesse de Clermont et la princesse Anne, le comte de Clermont, la princesse Isabelle.



Le prince Thibaut

Le prince Jean



l'islam en face

Il ne faut pas conseiller à ses contemporains de lire trop de journaux, d'essais ou de documentaires, tout juste bons pour le métro, l'ascenseur, ou l'heure somnolente de la digestion : la lecture achevée, les quelques informations glanées de-ci, de-là, se perdent bientôt dans le bric à brac des nouvelles et finissent par brouiller une toile d'ensemble que l'on gagne à garder sobre. Le travail rémunéré pourvoyant à la distraction quotidienne, mieux vaut donner le reste de son temps, richesse qui se raréfie au point qu'il fallut récemment lui consacrer un ministère, à quelque traité plus fondamental, ou bien un roman solide, ou encore un recueil de poèmes. On en sort le regard frais, et souvent plus éclairé sur le grand monde jusque dans ses divers détails.

Quelques exceptions choisies sont cependant autorisées, pour les ouvrages que tout désigne à l'attention ; c'est le cas du « Radeau de Mahomet » de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz (1) : l'amitié pour l'auteur, d'abord, et les qualités désormais reconnues de l'un de nos meilleurs journalistes, non conformiste signalé, infatigable glaneur de réalités, soucieux de percer le fond des cultures au point d'étudier, rare scrupule !, la langue et la religion du pays où il enquête, détaché mais engagé bien malgré lui par sa fidélité aux faits : Sadate expulsa d'Egypte cet encombrant correspondant du « Monde », pour donner quelques gages supplémentaires à l'intégrisme, qui devait l'abattre quelques semaines plus tard. Intégrisme musulman : le sujet, comme l'auteur, attire l'attention, car il est des affaires que l'on ne peut regarder de haut, mais en face. La civilisation la plus proche des peuples européens, par l'histoire et l'enchevêtrement des liens, humains, politiques et commerciaux, connaît une effervescence que le monde avachi n'observe qu'avec une molle indifférence, une peur frileuse et quelquefois panique ou bien, comme ces thuriféraires que Péroncel nomme les « Turcs de profession », une admiration qui sent le confiteur à bon marché.

Il était temps de décrire le phénomène sans fard : le dogme musulman, fixé par les sévères gloses de la Charia (beaucoup plus que par le Coran, souvent imprécis et débonnaire) prétend soumettre à sa lettre une population qui comptait 70 millions d'âmes en 1950 et en comptera 270 millions en 2000, sans parler du prosélytisme qui l'installe jusque dans nos murs (JPPH a enquêté à Marseille), ayant jusqu'à présent converti entre 100 000 et 200 000 Français.

INTÉGRISME INTÉGRAL

Temps aussi d'appeler un chat un chat : non, l'intolérance n'est pas le fait des Européens ou de l'Eglise romaine, qui multiplie naïvement les signes de bonne volonté œcuménique tandis que l'on prêche dans les mosquées que « la chrétienté est la religion des non-croyants », et que les interminables heures musulmanes quotidiennes de la télévision égyptienne (les coptes, qui représentent 12 à 15% de la population nilotique, ne bénéficiant que de quelques minutes par semaine) permettent à de sinistres petits clercs confits dans leurs dogmes de décider que « si Christ n'a pas convolé, c'est qu'il était impuissant ». Non, la chrétienté ne cherche pas à s'imposer sur une terre étrangère : c'est le fanatisme musulman qui, à la suite des soldats d'Amr, soumit, quelquefois sans violence mais avec une ténacité patiente et sournoise, les cultures traditionnelles de la région, qu'elles soient kurde, berbère ou copte.

Non, l'Islam des intégristes n'est pas libérateur ni égalitaire, mais strié de hiérarchies : supériorité de l'homme sur la femme, victime

de la polygamie institutionnelle (sans quel-quefois le savoir elle-même, tant est large « l'indépendance » du mâle), quand ce n'est pas de l'excision, très fréquente, voire même de l'infibulation : ces renaissances barbares privent des suprêmes plaisirs près de la moitié d'une population qui, comme en témoigne chaque siècle de poésie arabe, s'y donne avec tant de simplicité et de goût ; supériorité du musulman sur le non-musulman, (qui ne peut même le toucher !); une hiérarchie supplémentaire distingue de surcroît les adeptes d'une des religions du Livre des athées et des païens, le racisme ordinaire dont sont victimes les noirs trouvant ici une justification commode ; supériorité du maître sur l'esclave, enfin : celui-ci a disparu du droit il y a quelques années, mais les passages des textes sacrés qui l'évoquent, pris au pied de la lettre, justifient le sort de millions d'exploités, comme le sont par exemple dans les pays pétroliers les émigrés arabes. Non, l'Islam des fondamentalistes ne porte pas en lui la démocratie et les principes fondamentaux du droit humain : « Nous ne suivons pas la loi des Nations Unies, mais celle de Dieu, la Charia ! »

Non, l'intégrisme n'est pas le nouveau soufflé du monde arabe, mais sa perversion réactionnaire qui brise toute interprétation ouverte du Coran : une Conre-Réforme plus qu'une Renaissance. Meticuleusement étouffée par la petite lettre autoritaire des calotins, la vie intellectuelle baigne dans l'irréalité hagarde du verbe, ce trait arabe terrible qui entretient le sous-développement beaucoup plus que ne l'a jamais fait la « colonisation européenne ». Péroncel donne l'exemple éloquent des étudiants à l'Université Al Azhar, obligés d'apprendre par cœur le Coran dans la vieille langue hermétique que la plupart ne comprennent pas... Non, l'art islamique n'invente plus rien, bridé par des gouvernements qui, prêtant la main à l'intégrisme pour finasser lâchement, censurent les créateurs les plus hardis, tels le cinéaste Youssef Chahine ou l'architecte Hassan Fati, finalement plus connus en Europe qu'en Terre d'Islam.

DES PYRAMIDES A L'ENVERS

On ne peut s'empêcher de trouver sévère le tableau. Relevons tout de même que cette touchante sévérité fleurit le dépit amoureux : chaque chapitre vibre en secret d'une attirance toute chaude pour la pureté de l'Islam des origines, de l'Islam des poètes, pour cette « grâce poétique insaisissable » comme Péroncel désigne la voluptueuse nchalance des Arabes ou le coup de foudre de celui qui a coulé quelques mois la vie douce des bords du Nil : de cet Islam on attend plus et mieux que les ressassements de charlots empoussiérés ; on attend le contraire exact : l'air pur du grand large, frais et simple comme les sourates du Coran.

Seconde explication : si le portrait est si brutal, c'est que Péroncel se borne à observer, accumulant magistralement faits et anecdotes, enquêtes et témoignages, travaux universitaires et étude des textes saints ; des explications, passant souvent pour des excuses eussent allégé la charge. Mais, plutôt que de penser pour nous, ce grand journaliste donne à penser, critères des meilleurs auteurs.

Est-ce donc une faiblesse ? Il serait déraisonnable d'être trop exigeant, mais pourquoi ne pas ajouter, cher Péroncel une simple évidence : brutalement confronté à un monde industriel qui ne se préoccupe plus de son mode d'emploi culturel, le fellah a besoin, plus encore que de belles machines, de comprendre le monde, d'y sauver son âme, se repliant alors, par un ré-

flexe bien compréhensible, sur le seul modèle culturel encore familier : la cosmogonie, la morale et l'esthétique de la Tradition. Comment ne pas se sentir proche des masses pauvres, frustrées d'un pactole qui s'exhibe, fascine et ne partage rien, comme en Iran, ou en Egypte, où les Américains distribuent en guise de coopération culturelle les séquences publicitaires de produits introuvables dans le pays ? Faute de retenir la leçon de son propre cheminement intellectuel, et de garder à l'esprit toutes les dimensions de son développement, et d'abord les fondements culturels, l'Occident, et surtout les Etats-Unis, construisent partout des pyramides à l'envers - Washington favorisant peut-être délibérément l'intégrisme réputé meilleur rempart possible à la pénétration soviétique : on en vit les heureux résultats.

Il n'aurait pas été hors sujet d'évoquer ici nos responsabilités. Que la France, dont la prééminence ancienne fut liquidée par la conjuration sympathique des deux super-puissances (la crise de Suez en 1956 en reste le meilleur symbole) n'ait pas peur de son message et de la puissance qui le sert : car notre présence, depuis l'expédition de Bonaparte, fut d'une étoffe supérieure ; ne se limitant pas aux signes matériels clinquants, elle parvint à contenir l'intégrisme au profit d'une profonde modernité arabe. Nos écoles catholiques éduquèrent les meilleurs - pas toujours les plus riches ! - de chaque génération, nos loges maçonniques méditaient des réformes, l'Ecole française de Droit du Caire formait juristes et hommes politiques aux principes des Lumières et du Code civil, toujours en vigueur dans la plupart des Etats ; des cercles littéraires éditaient revues et ouvrages francophones de qualité tandis que le roi d'Egypte prenait un malin plaisir à s'adresser dans notre langue au gouverneur britannique. Au lieu de quoi nos services culturels opposent désormais pusillanimité, paresse et mauvaise conscience aux attentes persistantes d'un peuple au fond avide d'ouverture et de modernisme. Le courage d'être nous-mêmes les aiderait davantage que la pesante recherche d'œcuménisme ! Ne faudrait-il pas à présent éclairer les voix de la modernité arabe, en rééduquant Atatürk, le mouvement Wafd, en enquêtant sur l'appétit de savoir technique des jeunes coptes ?

On finirait par tout attendre d'une plume déjà si féconde. Remercions simplement Jean-Pierre Péroncel Hugoz d'avoir mené à bien un travail aussi considérable, audacieux, de bout en bout excitant pour l'esprit et agréable à lire mais l'on s'étonne que, à côté d'heureuses formules (« la stérile flamboyance des idéologies »), quelques passages tirent vers le relâchement journalistique, voire la facilité triviale, qui ne fait simple et viril que dans la conversation, comme si l'auteur n'avait pas cru lui-même à l'importance de son ouvrage, et ne soupçonnait pas qu'il resterait longtemps une référence obligée. On ne s'étonne pas moins, d'ailleurs de découvrir, JPPH suivre un jeune chercheur lui expliquant que, tout en restant français, « il établit en Islam sa patrie spirituelle » (l'appartenance nationale, cher ami, est un tout !) et surtout recourir à une expression anglaise sans la traduire, trait devenu certes courant, mais que l'on ne passera pas aux bons auteurs.

Mais n'importe que l'essentiel : on sort le regard neuf d'un poète, d'un romancier, d'un philosophe ; de Péroncel aussi ! A lire en silence.

Paul-Marie COUTEAUX, animateur du Centre d'Etudes du Mouvement des Démocrates

(1) J-P Péroncel-Hugoz - **Le radeau de Mahomet** - Lieu Commun, 246 pages - prix franco : 69 F.

IMAGES

A PROPOS DE CERTAINS TRIBUNAUX D'EXCEPTION

savoir mourir

Il ne faut pas savoir mourir, il faut survivre. Telle est la réflexion que suscite la pièce que Thierry Maulnier a consacrée au Duc d'Enghien, (1) à moins que ...

Interprétée par Hervé Bellon, parfait de distinction et de charme juvénile, la pièce, mise en scène par Marcelle Tassencourt, directrice du Théâtre et femme de l'auteur, s'intitule : «Celui qui n'avait rien fait».

Eh ! oui, il «n'avait rien fait». Ce n'est pas une excuse. Au contraire. Il eût fallu qu'il fasse quelque chose quand il le pouvait, dans la situation dominante où il se trouvait. Ce jeune prince charmant qui sait mourir avec une grâce infinie, propre à rendre jaloux un cygne (et même toute une civilisation) m'agace. Lorsqu'on se sait menacé comme c'était le cas, qu'on soit homme ou civilisation, il convient de ne pas être insouciant, il convient de prendre des précautions, fussent-elles manquer totalement d'élégance. Se fier à son innocence devant la justice politique est d'une telle naïveté qu'elle mérite la peine de mort. Et d'ailleurs elle est appliquée : Louis XVI, André Chénier, puis Robert Brasillach, après le duc d'Enghien, en ont su quelque

chose. Ceux qui sont innocents comme l'Agneau en subissent le sort, et ce genre d'«innocence» relève de la débilité mentale plus que de la beauté morale. Les Tribunaux politiques ne jugent pas, ils exécutent, ils exécutent des ordres, ils assassinent !

L'accusé n'a qu'un devoir, survivre et si la situation s'inverse, dès qu'il le peut : détruire le plus possible ses adversaires. Et s'il ne peut survivre, plutôt que de «savoir mourir», qu'il imite Mme du Barry qui, par ses cris et ses contorsions sur la charrette et jusque sur l'échafaud, ne parvint certes pas à sauver sa vie, mais épargna sûrement des quantités d'autres existences : le peuple qui n'avait que sarcasmes en voyant défiler les charrettes remplies d'aristocrates dignes, muets, méprisants, fut écœuré par le spectacle offert par la Du Barry et cette fille du peuple promue marquise hâta la réaction thermidorienne : c'est peut-être grâce à elle que Robespierre ne reçut pas le secours de la rue et dut monter à



ASSASSINAT DU DUC D'ENGHIEN

l'échafaud, muet à son tour non par dignité, car il aurait avec raison voulu parler (il était éloquent et c'était sa seule chance) mais à cause du coup de pistolet du gendarme Merda qui lui avait fracassé la mâchoire.

Dix ans plus tard, le duc d'Enghien, escorté jusqu'au bout par son chien de chasse (incarné à la scène par la chienne Lérida, très applaudie), mourait avec une bonne grâce si pathétique que l'on en parle encore. A cause de son assassin, qui commettait «plus qu'un

crime, une faute», il se trouve, ô paradoxe, que le jeune prince survit ! Car sans cette fin bouleversante, qui se souviendrait aujourd'hui de l'aimable, de l'insignifiant Louis-Antoine de Bourbon Condé, duc d'Enghien ? Peut-être, en effet, qu'il est finalement bon de «savoir mourir» ?

Dominique NIDAS

(1) Thierry Maulnier, de l'Académie française, - *Celui qui n'avait rien fait* - Théâtre Montansier, 13, rue des Réservoirs, Versailles.

**avez-vous pensé
à la souscription ?**

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

MUSIQUE

stabat mater

De tous les «Stabat Mater» celui composé par Pergolèse reste le plus populaire et le plus admiré. Cependant il n'en existe, et pour cause, aucune version authentique et définitive, les premiers interprètes en ayant été des chanteurs castrats. On sait moins que le compositeur transposa lui-même son œuvre pour des voix d'enfants, version jamais donnée en concert ou en disque ; c'est pourquoi le présent enregistrement des Petits Chanteurs de Saint-Louis mérite attention. La musique de Pergolèse fait se succéder les moments de grande intensité dramatique (notamment confiés au soprano pour décrire la vision du Crucifié) et ceux qui expriment l'espérance et la foi. Ces différents climats se retrouvent dans ce disque. De plus on y constate une harmonie générale des timbres des instruments anciens avec ceux des voix solistes d'enfants. L'ensemble émeut par sa simplicité et vaut un vif encouragement aux Petits Chanteurs de Saint-Louis, aux instrumentistes et à leur chef.

Gérard DELAVIGNE

Disque disponible auprès des «Petits Chanteurs de St Louis», 9, rue Lascaze, 75007 Paris.

nous demandons votre engagement personnel

Adhérer à la N.A.R., c'est lui donner les moyens d'accroître son audience et, par là-même, la crédibilité de son projet politique. Le texte ci-dessous constitue la «Déclaration fondamentale» que chaque adhérent doit approuver et qui constitue en quelque sorte la «charte» de notre mouvement.

Le combat de la NAR est un combat pour l'homme. L'homme dans son irréductible personnalité, dans sa liberté et dans son mystère. L'homme citoyen, vivant dans des communautés qui l'enracinent, le protègent de la barbarie et permettent son épanouissement. L'homme aujourd'hui aliéné dans les dogmes politiques, écrasé par les systèmes de production et de consommation et qui recherche les moyens de sa délivrance.

Parce qu'elle combat pour l'homme multidimensionnel, la NAR pratique le refus méthodique des systèmes économiques et politiques qui ont ruiné la liberté de l'homme en prétendant faire son bonheur. Aussi la NAR considère-t-elle la politique comme le **souci de la communauté humaine toute entière**, et non comme un champ d'expérimentation idéologique ou comme instrument d'une volonté de puissance, d'un intérêt particulier ou d'une classe sociale.

Parce qu'elle combat pour l'homme libre, la NAR ne saurait se satisfaire de ce qu'on nomme aujourd'hui en France démocratie, puisque le jeu de l'argent, la confiscation du débat politique par les partis et les manipulations de l'opinion donnent à cette démocratie un caractère purement formel. La NAR souhaite donc une **représentation** réelle des intérêts particuliers, des communautés régionales et professionnelles, des familles politiques et intellectuelles, en même temps qu'une large participation des Français à la vie de la nation.

Parce qu'elle combat pour l'épanouissement de la personne, la NAR refuse le capitalisme libéral ou étatique et la société industrielle qu'il a fait naître. Contre la finance anonyme et le capitalisme multinational, contre la domination de l'argent, la NAR s'affirme **révolutionnaire** puisque une

rupture avec le désordre établi est le seul moyen d'en finir avec les féodalités industrielles et financières, et de lutter contre les injustices et les misères que suscite le système actuel.

Parce qu'elle combat pour une société de citoyens libres, la NAR entend résister aux systèmes totalitaires - qu'ils soient issus des doctrines marxistes, fascistes et racistes, ou qu'il s'agisse du totalitarisme insidieusement créé par les structures, les méthodes et les objectifs de la société industrielle. Face à cette société qui réduit l'homme à ses seules fonctions de production et de consommation, qui manipule ses désirs et prétend diriger sa pensée, face à un système acharné à détruire les communautés humaines, la NAR affirme la nécessité de l'**enracinement**, de la **souveraineté nationale** et d'un **Etat minimum** fédérant les collectivités et les intérêts. C'est pourquoi :

— Face au déracinement et à la solitude de l'homme moderne, la NAR veut la naissance, la renaissance ou le renforcement et la liberté de gestion de toutes les **communautés** - familiales, syndicales, spirituelles, régionales, communales - qui le protègent, le libèrent et permettent son épanouissement.

— Face aux tentatives de désintégration de la nation - qu'il s'agisse des abandons de souveraineté ou de l'action des sociétés multinationales - la NAR affirme le caractère essentiel de la **communauté française**. Refusant à la fois l'idolâtrie de la nation, l'uniformisation jacobine et les attitudes de renoncement, la NAR conçoit la nation française comme le cadre d'une réciprocité de service, comme la fédération des peuples de France, comme une médiation nécessaire pour accéder à l'universel. La NAR affirme la nécessité

pour la France de préserver son **indépendance** culturelle, économique et militaire et de mettre en œuvre un **projet diplomatique** lui permettant de résister aux Empires et de pratiquer une politique de coopération internationale conçue non comme un moyen de domination mais comme une contribution à la liberté et à la civilisation.

Le royalisme de la NAR est la conséquence de ce combat pour l'homme et pour ses communautés :

— la monarchie c'est l'**indépendance** d'un pouvoir qui se situe spontanément en dehors du jeu des partis, des classes et des intérêts,

— la monarchie, c'est donc l'**arbitrage** possible, la condition première de la justice et de la liberté,

— la monarchie, c'est la **continuité** à travers les générations d'un projet politique au service de la France et des Français,

— la monarchie, c'est l'**unité** de la nation dans le respect de ses diversités et de ses libertés, c'est l'**alternance** des familles politiques et des classes sociales, c'est le **recours** contre la guerre civile que la France n'a cessé de vivre depuis deux siècles.

— la monarchie, c'est le moyen pour la France d'accomplir une indispensable **révolution**. Une révolution antitotalitaire qui délivrera l'Etat de ses pesanteurs bureaucratiques, technocratiques et centralisatrices, libérera la nation des impérialismes et permettra aux Français d'imaginer une nouvelle citoyenneté et de construire une autre société.

L'engagement de la NAR dans les luttes politiques est l'expression de ses soucis et de ses espérances. Rejetant la démagogie et le cynisme politiques, la NAR se situe en dehors de la droite et de la gauche. Mais elle participe pleinement aux débats politiques et aux combats pour la justice et la liberté, afin de porter le témoignage royaliste dans tous les domaines et sur tous les terrains. Refusant de considérer la guerre civile comme un moyen, elle a pour objectif de créer dans l'opinion un **état d'esprit royaliste** et de **préparer le recours au comte de Paris**, sans que le Prince soit jamais engagé par l'action des royalistes puisque la monarchie n'est pas un parti mais le bien possible de tous les Français.

P.S. Pour obtenir le texte de cette «déclaration fondamentale» et les imprimés nécessaires à l'adhésion il suffit de nous en faire la demande en écrivant au journal.

Paris - Mercredis de la NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17 r. des Petits-Champs (1er) - 4e étage (Métro Bourse ou Palais-Royal) a lieu une conférence-débat ouverte à nos lecteurs.

Mercredi 27 avril : Michel Cazenave, ancien délégué général de l'Institut Charles de Gaulle et producteur à «France-Culture» viendra nous présenter son dernier livre «la science et l'âme du monde».

Mercredi 4 mai : le thème de l'**insécurité** a fait les beaux jours de la campagne municipale, à gauche comme à droite. A l'heure où le Parlement va modifier la loi «Sécurité et liberté» nous avons demandé à **Philippe Boucher** conseiller de la direction et éditorialiste au «Monde» d'analyser pour nous le phénomène du sentiment d'insécurité et les dispositions juridiques qui tentent d'y remédier.

Mercredi 11 mai : «Nation, nationalisme et cosmopolitisme» débat animé par Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

SEINE MARITIME

Le Club Nouvelle Citoyenneté de Seine Maritime organise le 17 mai prochain à 20 h un dîner-débat sur le thème «Quelle défense nationale ?» Avec la participation de Bertrand Renouvin et d'Alain Le Vern, premier secrétaire fédéral du Parti Socialiste de Seine-Maritime.

Renseignements en écrivant à N.A.R. - B.P. 857, 76010 Rouen Cedex.

ETUDIANTS-LYCÉENS

Une **Session spéciale de formation** de deux jours est organisée à l'intention des lycéens et des étudiants les samedis 2 et dimanche 3 juillet à proximité d'Orléans. Nous souhaitons qu'un maximum de jeunes y participe, en particulier les sympathisants de la N.A.R. qui pourront à cette occasion acquérir une meilleure connaissance de notre mouvement. **Réservez ces dates.** Ecrivez-nous pour avoir les renseignements pratiques.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

question à la gauche

«A quoi sert la gauche ?» se demandait récemment (1) M. Max Gallo, nouveau porte-parole du gouvernement. En une période où l'espoir de changement effrite, la question vient à point nommé et mérite qu'on s'y arrête. A quoi bon la gauche, disions-nous dans notre dernier numéro, si son gouvernement choisit une politique économique que la droite ne désapprouve pas ? A quoi bon le 10 mai si, deux ans plus tard, nous retombons dans la gestion timorée d'une crise non maîtrisée ?

Car il s'agit bien d'une retombée, qui risque d'annihiler ou de banaliser les réformes passées, certainement pas négligeables dès lors qu'elles s'inscrivaient dans un vaste projet. Mais qu'en est-il de celui-ci ? M. Gallo tente de nous rassurer, et peut-être de se rassurer lui-même : le socialisme proposerait une autre vision du monde, diamétralement opposée à celle de la droite. D'un côté, l'apologie de l'inégalité naturelle et du gouvernement des plus forts, la célébration des mécanismes régulateurs du marché et des bienfaits du capitalisme. En face, «une autre façon de voir l'homme, la société et l'histoire». Laquelle ? M. Gallo ne donne malheureusement aucune précision. Cette «autre façon de voir» ne saurait pourtant se limiter au refus d'un «monde inégal et cruel» et à la dénonciation de la dérive totalitaire du socialisme. Quelle est la théorie économique du «vrai» socialisme, puisque le marxisme semble rejeté ? Quelle est cette conception de l'homme, que n'explicite pas le terme trop facile d'humanisme ?

DEUX LANGAGES ?

Le Parti socialiste a certainement raison de ne pas se doter d'un système philosophique achevé, d'une éthique qui lui serait propre. Mais alors qu'il ne prétende pas détenir une conception du monde : la mise en œuvre de son projet politique, qui concerne la justice et la liberté ici et maintenant, est déjà une rude tâche... Or c'est là que le bât blesse. A trop vouloir démontrer l'opposition entre les visions socialistes et capitalistes du monde, M. Gallo fait ressortir la contradiction de la politique qu'il doit défendre. Car tout de même, si la gauche s'oppose aussi radicalement au capitalisme, comment expliquer sa soumission actuelle aux lois économiques et à l'ordre du monde qu'elle dénonce si fort ? Comment justifier son acceptation des mécanismes du marché - «marché de dupes»,



par
bertrand
renouvin

dit très justement M. Gallo - et son alignement sur les pays les plus authentiquement capitalistes ?

Ainsi, dans le même article, deux langages se superposent sans jamais se confondre : l'un «philosophique», sur le contenu révolutionnaire du socialisme; l'autre, très prosaïque, sur la dureté du temps, sur la nécessité de la rigueur et sur la décision de maintenir notre ouverture sur le monde atlantique et européen. Par un habile tour de passe-passe, la contrainte devient un choix, en faveur du «monde de la démocratie politique dont, avec leurs ombres, les Etats-Unis sont un élément». M. Gallo retombe donc sur ses pieds, mais sa vision du monde reste vacillante. L'opposition se situe-t-elle entre le capitalisme et le socialisme, ou entre la démocratie et le totalitarisme ? Et que se passe-t-il lorsque les choses «mauvaises» ne coïncident pas ? Piège du manichéisme, sur le plan théorique du moins, puisqu'il permet de justifier en pratique des politiques opposées.

VOCATION DE LA GAUCHE

Les interrogations ne manquent pas non plus lorsque M. Gallo s'emploie à préciser le projet de la gauche quant à la société française : sa «vocation» serait, nous dit-il, «de rassembler la communauté nationale, de lui donner une perspective en respectant sa diversité». L'objectif est incontestable, mais le «gouvernement de la gauche» (comme dit M. Gallo qui devrait pourtant savoir qu'il s'agit du gouvernement de la France) est-il en mesure de l'atteindre ? Un rassemblement plus vaste était sans doute possible, dans la période d'état de grâce, mais il aurait fallu que la gauche manifeste un sens du dialogue, exprime une volonté exprimée par le Président de la République dans ses discours, et la logique partisane, de droite comme de gauche, ne cesse d'approfondir les divisions

entre les Français. Comment la gauche pourrait-elle prétendre au rassemblement alors que sa seule stratégie efficace - nous l'avons vu au second tour des municipales - est de se présenter comme un obstacle au retour de la droite ? Il est tout de même étrange de célébrer les vertus du «rassemblement», de la «cohésion» et de la «tolérance réciproque» alors que le troisième gouvernement Mauroy ne comporte que des représentants des partis de gauche. Un parti ne peut prétendre être le tout, ni même avoir vocation à l'unité puisqu'il doit son pouvoir à la défaite d'un autre parti - qui représente une bonne moitié de la France - et ne le conserve qu'en s'opposant à lui.

Cette contradiction insurmontable dans un système partisan, ne fait qu'aggraver le processus de dissolution sociale que M. Gallo analyse avec lucidité. Il est vrai que la modernité a provoqué une «crise des valeurs de solidarité et d'identité» et un «phénomène de désintégration des valeurs traditionnelles». La gauche en est victime, comme l'ensemble de la société française, et M. Gallo a raison de dire que le débat sur ce point est malaisé : la tâche du pouvoir politique, et a fortiori des partis, n'est pas d'inventer des valeurs et de créer de nouveaux rapports sociaux, mais seulement de les faire exister. D'où l'appel de M. Gallo aux intellectuels, pour qu'ils répondent aux questions que la gauche se pose. Son geste est bien tardif et risque d'être considéré avec suspicion tant la gauche a été indifférente, sectaire ou méprisante à l'égard de la nouvelle génération intellectuelle. Et maintenant, le gouvernement voudrait que celle-ci vole à son secours, et «s'engage avec lucidité» ? Mais pour qui et pour quoi ? Pour le gouvernement parce qu'il est «de gauche» ? Pour assurer une cohésion sociale que ce gouvernement ne parvient pas à maintenir ? Pour étayer un projet que le socialisme est bien en peine de définir ? Les intellectuels ne sont pas des pompiers sociaux, des fabricants d'unité, des ravaudeurs de tissu social. M. Gallo le sait bien, et son appel, après tant de contradictions, est le signe du désarroi des socialistes devant la division du pays, la dissolution du lien social, l'effondrement des anciennes certitudes. Ne nous moquons pas : ce désarroi est aussi le nôtre.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Monde» 9 avril. Il convient de préciser que M. Gallo s'exprimait à titre personnel dans cet article.